



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Prairies de Courréjean
Chemin de Guiteronde - BP 8
33550 Villenave-De-Rions

Références : 2026/235
Code AIOT : 0006803162

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté AVENUE DE SAINT-GAUDENS 31210 Montrejeau. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est effectuée dans le cadre de l'action nationale "Mesures de prévention associées aux zones ATEX".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- AVENUE DE SAINT-GAUDENS 31210 Montrejeau
- Code AIOT : 0006803162

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFM Recyclage, une filiale de la société DERICHEBOURG, est autorisée par arrêté préfectoral du 11 mars 2010 à exercer une activité de réception et de dépollution de Véhicules hors d'usage (VHU), relevant du régime de l'enregistrement pour la rubrique n°2712 de la nomenclature des installations classées. Par lettre préfectorale complémentaire du 18 mars 2019, indiquant le bénéfice de l'antériorité des droits acquis, l'exploitant est également autorisé à effectuer une activité de tri, transit et regroupement de déchets dangereux relevant du régime de l'autorisation pour la rubrique n°2718 de la nomenclature des installations classées.

Dans le cadre de l'action nationale, les zones ATEX qui ont été identifiées par l'exploitant ont été vues sur site et l'inspection a également vérifié la cohérence de ce zonage avec l'étude ATEX effectuée par l'exploitant.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, le réservoir de la station VHU n'était pas vide (de l'huile a été aperçue). L'exploitant a indiqué que la vidange de la rétention s'effectue une à deux fois par an (en même temps que la vidange du déboureur d'hydrocarbures). Il revient à l'exploitant de s'assurer que le volume de la rétention soit toujours maintenu vide, conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	2 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	2 mois
6	Installations	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	électriques	04/10/2010, article 66 A	l'exploitant	
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué une étude de zonage ATEX dans le cadre de son DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions). Il a ainsi identifié les risques de formation d'atmosphères explosives sur son site. Les zones ATEX déterminées dans cette étude sont bien identifiées sur site. Néanmoins, l'étude est incomplète. En effet, il manque une étude de l'adéquation du matériel utilisé au risque associé. Les appareils et équipements vus dans ces zones semblent soit ne plus être aux normes "CE" (attendus dans le cas de la réglementation ATEX), soit défectueux (en effet, une cuve a été vue et montre que le couvercle fermait mal).

L'exploitant s'est engagé à remplacer le matériel inadapté présent dans les zones ATEX concernées. Une action corrective est demandée en ce sens dans un délai de 2 mois.

Il est également demandé à l'exploitant de compléter son plan de défense incendie afin d'y intégrer le zonage ATEX, dans un délai de 2 mois.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de vérifier la cohérence du DRPCE avec l'étude de dangers du site dans un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon

accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un Document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) qui a été mis à jour début mars 2026 afin d'intégrer une étude interne des risques ATEX. Le DRCPE a été vu par l'inspection et a été transmis suite à la visite, le 16 mars 2026.</p> <p>L'exploitant a identifié deux zones ATEX (de type 2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> la zone de dépollution des VHU ; la zone de stockage d'une cuve GNR. <p>Les seuls appareils identifiés dans ces zones sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> une perceuse à air comprimé dans la zone de dépollution des VHU ; la cuve à double peau dans la zone de stockage de GNR.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter l'étude de dangers (EDD) du site. Il est demandé à l'exploitant de vérifier la cohérence du DRPCE avec l'étude de dangers du site dans un délai de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...]; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
<p>Constats :</p> <p>Les plans d'implantation dans le Plan de défense incendie montrent le type de risque encouru, néanmoins ce plan ne montre pas de zonage ATEX.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les plans de zonage ATEX sont en cours d'élaboration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'intégrer les plans de zonage ATEX (montrant également le type de zone ATEX) dans le Plan de Défense Incendie.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, les zones ATEX sont clairement identifiées (par la signalétique "ATEX"). De même, des consignes de sécurité sont bien indiquées dans chacune des zones (interdiction de fumer, d'apporter du feu, d'allumer son téléphone portable, le port obligatoire d'EPI).</p> <p>De plus, au sein de la zone VHU, des extincteurs sont bien indiqués et accessibles. Ils sont vérifiés chaque année. Le dernier rapport de contrôle a été vu.</p> <p>Dans la zone "GNR", le panneau de consigne est présent mais commence à s'effacer.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de remplacer le panneau des consignes "interdit de fumer" dans la zone "GNR".</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>

Constats : Les zones ATEX sont à l'air libre. Néanmoins, la station VHU dispose d'un toit ouvrant amovible afin d'abriter les VHU des intempéries. La ventilation de ces zones est ainsi assurée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : Dans la zone dépollution VHU, des pompes de liquides et une perceuse à air comprimée sont présentes. Les pompes disposent d'une certification "CE" mais la perceuse n'en dispose pas. L'exploitant s'est engagé à remplacer cet appareil par un appareil adapté aux risques d'atmosphère explosive et immatriculé en ce sens. Dans la zone stockage de GNR, la cuve double peau avait un couvercle défaillant qui ne se fermait pas bien. De l'eau de pluie stagnante a été vue lors de l'ouverture du couvercle. L'exploitant s'est engagé à remplacer sa cuve de GNR par une cuve neuve. De plus, l'inspection a constaté que l'étude ATEX n'effectue pas de corrélation entre les équipements et les risques associés au zonage (bien que celui-ci soit bien pris en compte sur site). Il convient de compléter cette étude en ce sens.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un bon de commande et une preuve de l'immatriculation de la nouvelle perceuse (par photographie). De même, pour la nouvelle cuve de GNR. De plus, il est demandé de compléter l'étude ATEX (et/ou le DRPCE) afin d'intégrer l'étude des risques potentiels générés par le matériel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques a été fait le 12 février 2026. Une observation a été effectuée concernant le différentiel d'un coffret électrique externe. L'exploitant a engagé des démarches afin de se mettre en conformité. L'exploitant a indiqué que son électricien va intervenir le 17 mars 2026 afin de mettre en conformité le coffret électrique. En date du 16 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection une preuve du rendez-vous pris, et a confirmé l'intervention du technicien (le changement du différentiel du coffret).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le rapport d'intervention est demandé à l'issue de l'intervention de l'électricien.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les

<p>canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie (PDI) ne dispose pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un plan de circulation des pompiers (dans le PDI présenté, seule une photographie de l'entrée des pompiers est présente) ; - d'un plan de positionnement des extincteurs et des moyens de lutte contre l'incendie ; - des attestations de formation (ou autre justificatifs) du personnel formé ; - du plan général du site à jour ; - du zonage ATEX (cf constat n°2).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de compléter le PDI par les éléments manquants décrits ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>